

Observatoire de la Côte d'Azur

Établissement Public National à caractère Administratif
Décret 88-384 du 19 avril 1988
Directeur : Thierry LANZ
Boulevard de l' Observatoire
CS 34229
06304 NICE CEDEX 4

« *Réhabilitation de l'hôtel du plateau de Calern* »

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RDC — article 38 CMP)

**PROCÉDURE PASSÉE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 67 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Date limite de réception des offres : le lundi 6 mars 2017 à 15h00

Ce feuillet comprend 6 pages numérotées de 1 à 6.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE CONSULTATION	3
2.1. Mode de consultation	3
2.2. Maîtrise de l'ouvrage	3
2.3. Maître d'œuvre	3
2.4. Décomposition en lots.....	3
2.5. Mode d'attribution	3
2.6. Durée du marché – délai d'exécution.....	4
2.7. Modification de détails au dossier de consultation	4
2.8. Délai de validité des offres	4
2.9. Caractère des prix.....	4
2.10. Visite des installations.....	4
2.11. Modalités de la consultation	4
2.12. Modalités de notification du marché	5
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES	5
ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES	6

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement définit les modalités de participation à la consultation concernant « **Réhabilitation de l'hôtel du plateau de Calern** ».

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE CONSULTATION

2.1. Mode de consultation

La présente consultation est lancée sous la forme d'un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 67 du CMP, en reposant sur les principes essentiels d'un appel d'offres ouvert, selon les termes des articles 38, 33 et 34, 43 et 66 à 76 dudit Code.

2.2. Maîtrise de l'ouvrage

Observatoire de la Côte d'Azur
Thierry LANZ, Directeur
Boulevard de l' Observatoire
CS 34229 – 06304 NICE CEDEX 4

2.3. Maître d'œuvre

Nicolas FELBABEL Architectes
7 Avenue Mirabeau
06000 Nice
Tél : 04.93.44.36.91 – fax : 04.83.33.74.04
Courriel : nfar@alicedsl.fr

2.4. Décomposition en lots

Il est prévu une décomposition en 11 lots suivant l'article 1.2 du C.C.A.P.

2.5. Mode d'attribution

Le marché comprend 11 lots :

- Lot 1 : Démolitions – Maçonnerie,
- Lot 2 : Menuiseries extérieures,
- Lot 3 : Cloisons – faux plafonds,
- Lot 4 : Electricité courants forts et faibles,
- Lot 5 : CVC – Plomberie sanitaires,
- Lot 6 : Menuiseries intérieures,
- Lot 7 : Sols durs – faïences,
- Lot 8 : Métallerie,
- Lot 9 : Sols souples,
- Lot 10 : Peinture,
- Lot 11 : VRD (option).

Chaque candidat peut proposer une offre pour un ou plusieurs lots.

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

2.6. Durée du marché – délai d'exécution

Le présent marché est conclu pour une durée de **quatre** mois, à compter de la date de notification.

2.7. Modification de détails au dossier de consultation

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8. Délai de validité des offres

Le candidat s'engage à maintenir la validité de son offre pendant 180 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

2.9. Caractère des prix

Les prix du marché sont fermes.

Les prix seront augmentés du montant de la TVA en vigueur au jour du fait générateur. Il est précisé, à titre indicatif, que le taux en vigueur sur les biens et services au jour de la rédaction du présent marché, est de 20%.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent celui où se situe la date limite de réception des offres.

A cet effet, le Titulaire est réputé avoir pris connaissance, avant la rédaction de son offre, de tous les éléments et de toutes les contraintes risquant d'avoir une incidence sur sa proposition (nature des lieux, configuration des locaux, etc...)

2.10. Visite des installations

Les candidats auront l'obligation de visiter les installations, sous peine de nullité de leur offre. Les visites seront organisées sur le site, par le coordonnateur de la Direction Technique, **les mercredis 15 et 22 février 2017**.

Les renseignements techniques joints à la présente consultation n'ont qu'une valeur indicative.

Pour ce faire, les candidats prendront directement contact avec :

✚ **Rodrigue TERROCHAIRE – Tél. : 04.92.00.39.84** pour une prise de rendez-vous.

Avant remise de sa proposition, l'entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de procéder à une visite détaillée et prendre parfaitement connaissance de toutes les caractéristiques, conditions, difficultés et toutes sujétions relatives aux lieux et à l'exécution, aux accès et, notamment aux contraintes imposées.

En aucun cas, il ne pourra arguer de l'imprécision des pièces écrites et des plans.

Les visites sont **obligatoires** pour les lots : **1, 4, 5 et 8**.

Les visites sont **conseillées** pour les lots : **2, 3, 6, 7, 9 et 10**.

2.11. Modalités de la consultation

Les documents de la consultation sont à retirer à :

OBSERVATOIRE DE LA CÔTE D'AZUR

Service des Finances et du Contrôle de Gestion

Boulevard de l'Observatoire – CS 34229 – 06304 Nice cedex 4

Tel : 04.92.00.30.07

Mail : Dominique.Triboire@oca.eu

Ils sont également disponibles sur :

<https://www.oca.eu/fr/presentation/ums-galilee/186-appel-d-offre-en-cours>

Ils devront être retournés par courrier recommandé avec accusé de réception à :

Service des Finances et du Contrôle de Gestion
Boulevard de l'Observatoire – CS 34229 – 06304 Nice Cedex 4
À l'attention de Mme Dominique TRIBOIRE
Avec la mention « **Marché n° 16 – 06 HOTEL CALERN – Ne pas ouvrir** »

Les offres peuvent être déposées auprès de Mme Dominique TRIBOIRE, qui fournira une attestation de dépôt datée et signée.

2.12. Modalités de notification du marché

La notification du marché se fera sur support papier, par LRAR.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

La candidature et l'offre pourront être présentées dans une seule et même enveloppe.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- La lettre de candidature (DC1), **paraphée et signée**
- La déclaration du candidat (DC2), **paraphée et signée**
- L'acte d'engagement (ATTR1), **paraphé et signé par lot**
- La déclaration de sous-traitance (DC4), **paraphée et signée**
- Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.), **paraphé et signé par lot**
- Le C.C.A.P., **paraphé et signé**
- Le C.C.T.P., **paraphé et signé par lot**
- Le règlement de la consultation, **paraphé et signé**
- Un mémoire technique présentant la solution technique proposée par l'entreprise
- Un RIB.

Tous ces documents sont à retourner dûment complétés, datés et signés.

Aucunes variantes ou options ne sont autorisées.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Toute photocopie devra être certifiée conforme à l'original, comporter la signature de la personne habilitée et le cachet de l'entreprise.

Dans l'hypothèse où le candidat retenu n'aurait justifié de ses obligations sociales et fiscales que par le biais d'une déclaration sur l'honneur selon l'article 46 du CMP, il devra les faire parvenir à l'Observatoire de la Côte d'Azur, par les mêmes voies que celles utilisées pour la remise des offres, le **lundi 6 mars 2017 avant 15h00**.

A défaut, son offre sera rejetée et celle du candidat classé second sera alors retenue.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

L'offre choisie sera l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux dispositions de l'article 53 du Code des Marchés Publics. Les critères sont pondérés et seront examinés dans l'ordre décroissant suivant :

- prix des prestations : 40 %
- mémoire technique : 40 %
- planning : 20%

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire de l'acte d'engagement correspondant. En cas de refus il sera purement et simplement éliminé.

Date et heure limite de réception des offres **Lundi 6 mars 2017 à 15h00**

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.